



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention avec la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier pour la gestion financière et comptable du FSL - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative au droit au logement, modifiée par la loi relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004 dont l'article 1 dispose que « *toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a le droit à une aide de la collectivité dans les conditions fixées par la loi pour accéder à un logement décent et indépendant, où s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques* ».

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire.

La compétence FSL est venu compléter son action sur la planification, la production, et l'amélioration de l'offre de logement en s'adressant directement aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- sur le versement d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Grâce au transfert du FSL, la Métropole peut désormais agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modestes.

Les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer représentent un montant prévisionnel de 2 100 000 € au budget du FSL pour 2021 (somme identique aux années précédentes) pour environ 5 000 aides individuelles annuelles. Le FSL finance en outre des actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, dont la réalisation est confiée à des opérateurs, essentiellement associatifs. En 2020, 21 organismes (19 associations et 2 CCAS) ont passé convention avec la Métropole pour un total de de 1 914 785 € de subventions attribuées.

Pour rappel, le FSL est un « pot commun » se composant de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de participations volontaires des autres partenaires (fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, CCAS, CAF).

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que la gestion financière et comptable du fonds de solidarité pour le logement peut être confiée par convention, sous la responsabilité et le contrôle de l'autorité administrative compétente à un organisme de sécurité sociale, une association agréée à cet effet ou un groupement d'intérêt public.

Depuis 2018, la Métropole a confié la gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Une convention de gestion, signée annuellement, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain.

La CAF de l'Hérault, gestionnaire financière et comptable du FSL, assure donc le versement des aides aux personnes selon les instructions données par la Métropole, et met en place les prêts afférents. Elle réalise les appels de fonds auprès des partenaires financiers contributeurs et remet mensuellement et annuellement les bilans financiers faisant état des ressources et des dépenses du Fonds.

La Métropole entend confier à nouveau la gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la CAF de l'Hérault pour 2021, objet de la présente délibération et de la convention afférente.

Cette délégation de la gestion financière et comptable à la CAF de l'Hérault est proposée pour un an, renouvelable par avenant financier pour une durée de 3 ans maximum. Pour l'année 2021, le montant prévisionnel de la participation de la Métropole s'élève à 2 474 864 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de délégation de gestion financière et comptable du FSL entre la CAF de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021 ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148954-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CAF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.